

Depuis plusieurs années, la République centrafricaine (RCA) continue d'être affectée par des crises politiques, sécuritaires et humanitaires, liées aux violences armées, aux tensions intercommunautaires et à des désastres tels que les inondations et les incendies. La situation sécuritaire est restée volatile depuis le début de l'année 2024, marquée par des affrontements militaires sporadiques entre les Forces Armées Centrafricaines (FACA), soutenues par leurs alliés, et les groupes armés non-étatiques luttant pour le contrôle des territoires, notamment le long des axes stratégiques. Par ailleurs, la présence de groupes armés dans le sud-est de la RCA continue de provoquer des déplacements massifs dans les préfectures de l'Ouham-Pende et de l'Ouham). Les tensions à la frontière avec le Tchad compromettent la sécurité des civils et les efforts humanitaires. La situation reste volatile, avec des affrontements et des incursions transfrontalières.

En réponse aux crises complexes en RCA, l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) déploie, depuis décembre 2013, la Matrice de suivi des déplacements, (Displacement Tracking Matrix en anglais, DTM), un outil qui collecte des données sur les tendances de déplacements et les besoins humanitaires multisectoriels des populations affectées par les crises. Sa composante du suivi des déplacements, la DTM met à jour les tendances de déplacements en collectant des informations auprès d'informateurs clés (autorités locales, représentants de déplacés) au sein des localités et sites d'accueil des déplacés internes et retournés. Ces informations sont partagées avec la communauté humanitaire afin d'informer les programmes de réponse stratégiques et opérationnels.

Ce tableau de bord présente les dynamiques de déplacements à l'échelle nationale. L'évaluation a été réalisée dans 4 224 localités de présence des PDI et / ou retournés et 78 sites de déplacement. La collecte de données s'est tenue entre le 01^{er} avril et le 09 mai 2024 dans les 16 préfectures du pays en plus de la capitale Bangui.

Individus déplacés internes (PDI)



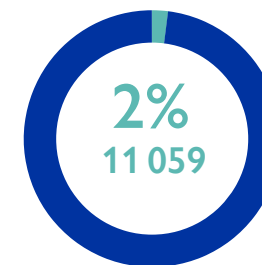
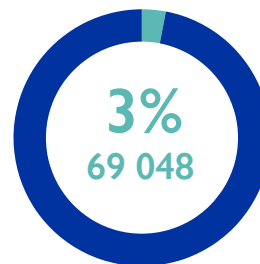
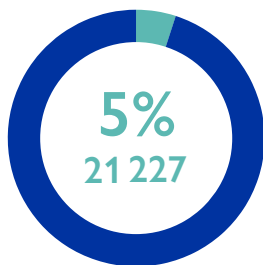
Individus retournés internes



Individus retournés de l'étranger



Pourcentage et nombre de PDI et retournés répertoriés au dernier trimestre (entre Janvier et Avril 2024) :



Causes de déplacement des PDI et de retour de la majorité des retournés :

Motifs de déplacement des PDI	% de PDI
Affrontements entre éléments armés	50%
Crise politique (d'avant 2014)	16%
Conflits communautaires	11%
Inondations	10%
Crise liée aux élections de 2020	6%
Conflits liés à la transhumance	6%
Incendies, sécheresse	1%

Motifs de retour de la majorité des retournés internes	% de localités
Amélioration sécuritaire en zone d'origine	79%
Faibles conditions de vie en zone d'accueil	14%
Regroupement familial	3%
Détérioration sécuritaire en zone d'accueil	2%
Recherche d'opportunités économiques	1%
Accès aux services de base (eau, santé etc.)	1%

Motifs de retour de la majorité des retournés de l'étranger	% de localités
Amélioration sécuritaire en zone d'origine	53%
Faibles conditions de vie en zone d'accueil	23%
Discrimination/persécution dans la zone de provenance	9%
Détérioration sécuritaire en zone d'accueil	6%
Recherche d'opportunités économiques	6%
Regroupement familial	2%
Accès aux services de base (eau, santé etc.)	1%

Nombre de localités évaluées **4 224¹**

Nombre de sites ayant un gestionnaire évalués **59**

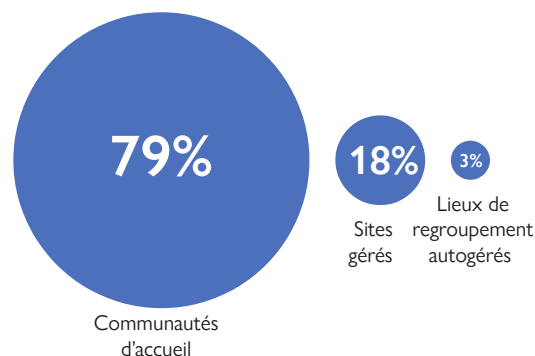
Nombre de lieux de regroupement (autogérés) évalués² **19**

¹ La collecte de données a couvert 4 224 localités. Au total, 359 localités n'ont pas été évaluées car inaccessibles pour des raisons sécuritaires et logistiques au moment de la collecte de données. De plus quelques contraintes administratives ont aussi influencées la non couverture de ces zones. Néanmoins, à des fins d'analyse, les effectifs de déplacement et de retour répertoriés dans ces localités lors du round 20 de la DTM ont été pris en compte dans l'estimation totale de la population déplacée interne et retournée.

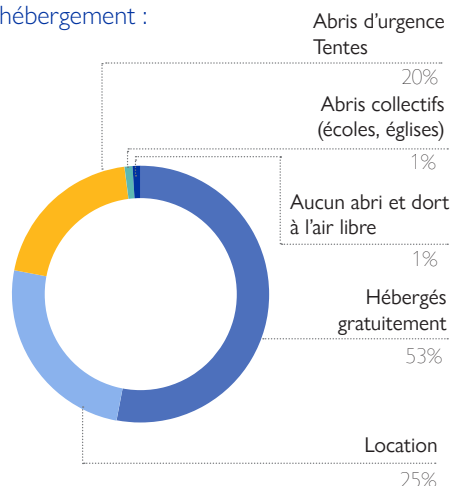
² Les sites gérés désignent les sites de déplacement ayant un gestionnaire fixe ou mobile dans le cadre de la gestion et coordination des sites, en anglais «Camp Coordination and Camp Management (CCCM)». Les lieux de regroupement autogérés désignent des lieux (écoles, églises) occupés par la population déplacée à la suite d'un choc soudain sans la présence d'un gestionnaire CCCM.

APERÇU DES DEPLACEMENTS

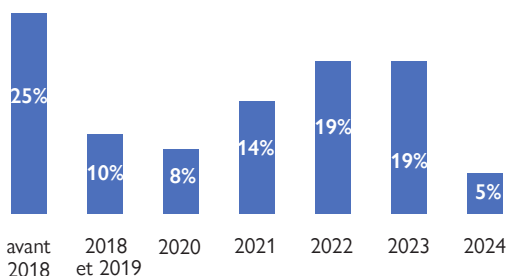
Répartition des ménages PDI par milieu de déplacement (communauté d'accueil/sites)³ :



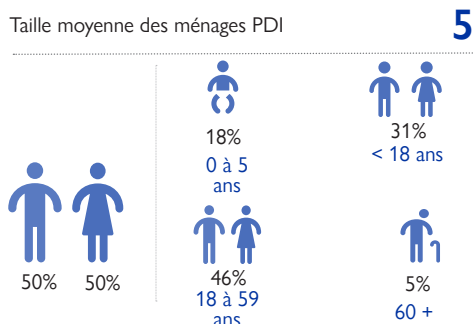
Répartition de ménages PDI, par type d'hébergement :



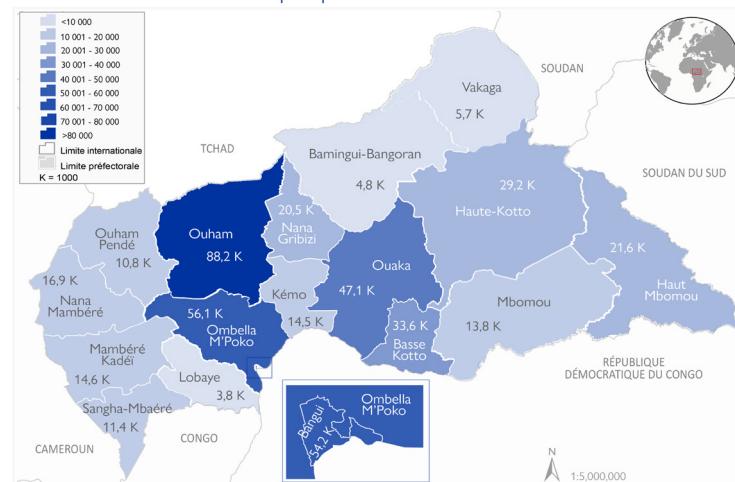
Répartition des individus PDI, par année de déplacement :



Composition démographique des PDI⁴ :



Nombre / concentration des PDI par préfecture⁵



La DTM a répertorié 446 614 PDI à l'échelle nationale au 30 avril 2024. Les nouveaux déplacés depuis le round DTM précédent (décembre 2023) sont estimés à 21 227 personnes ayant effectué le déplacement au cours du dernier trimestre (entre janvier et avril 2024). Les nouveaux déplacements ont été prépondérants dans l'Ouham (7 138), l'Ouham Pendé (4 401) le Haut-Mbomou (2 433) et le Mbomou (2 155). Cette nouvelle vague de déplacements a été marquée par l'insécurité et les conflits armés. Dans les préfectures de l'Ouham (Sido, de Kamba-Kotto et Ouogo) et l'Ouham Pendé, les affrontements ont provoqué des déplacements vers Bozoum, Malé, Pendé et Taley. De plus ces déplacements ont été dus aux affrontements continus entre groupes armés non étatiques rivaux, aux conflits avec les Forces Armées Centrafricaines (FACA), ainsi qu'aux conflits liés à la transhumance et aux inondations. Pour autant, le nombre total de PDI a globalement baissé de (-5% 23 755 PDI) par rapport au round DTM précédent (décembre 2023). La baisse a été plus importante dans les préfectures de Haute-Kotto (-28%), Nana-Gribizi (-21%), Basse-Kotto (-14%) et Ombella MPoko (-13%) au profit des retours. La baisse significative des PDI dans plusieurs préfectures est due à divers facteurs. À Nana-Gribizi, la construction d'abris pour 1320 familles et la stabilité sécuritaire ont favorisé le retour des déplacés. Ainsi, dans la Haute-Kotto, une baisse de 28 pour cent des PDI est attribuée à l'amélioration de la sécurité à Bria grâce aux patrouilles de la MINUSCA et au soutien des partenaires humanitaires. Cependant, en Basse-Kotto, les retours ont été facilités par la réduction des inondations et une accalmie sécuritaire, entraînant une baisse de 13 pour cent des PDI. De plus dans l'Ombella M'Poko, le rétablissement de la sécurité a encouragé un retour massif et ou important des PDI, réduisant les PDI de 14 pour cent. Malgré cette légère tendance à la baisse au niveau global, certaines préfectures ont au contraire connu une hausse du nombre de PDI. L'augmentation des déplacements a été particulièrement importante dans les préfectures de l'Ouham Pendé (+65%), du Haut-Mbomou (+13%), de l'Ouham (+8%) et de la Nana-Mambéré (+8%). Dans l'Ouham Pendé, cette hausse est liée à l'arrivée de nouveaux PDI à Pendé, Bozoum, Malé et Taley, en provenance de Pougol et de N'goubou, en raison des affrontements entre les transhumants armés et la population locale. De plus, la dégradation continue de la situation sécuritaire sur les axes de l'Ouham a entraîné une augmentation des déplacements dans les sous-préfectures de Markounda, Bossangoa et Nana-Bakassa. Concernant les milieux de déplacement, 79 pour cent des PDI sont accueillis dans des communautés d'accueil, contre 21 pour cent dans des sites de déplacement. Il est également important de souligner que 82 pour cent des déplacements de PDI ont eu lieu au sein de la même préfecture, dont 58 pour cent dans la même sous-préfecture.

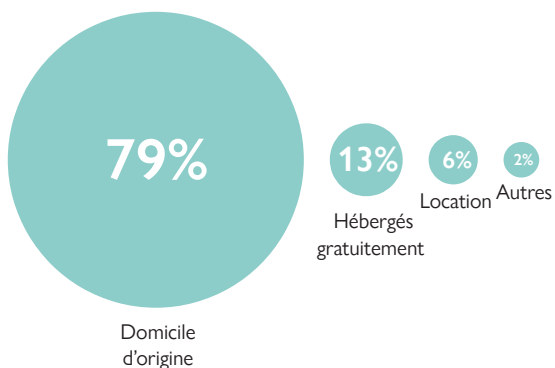
³ Les sites gérés désignent les sites de déplacement ayant un gestionnaire fixe ou mobile dans le cadre de la gestion et coordination des sites, en anglais «Camp Coordination and Camp Management (CCCM)». Les lieux de regroupement autogérés désignent des lieux (écoles, églises) occupés par la population déplacée à la suite d'un choc soudain sans la présence d'un gestionnaire CCCM.

⁴ Les informations démographiques ont été estimées sur la base d'un échantillon aléatoire constitué de 15 530 ménages PDI dans les localités d'accueil des PDI. Les données démographiques ont permis de répertorier le nombre d'individus (hommes / femmes) par tranche d'âge : 0 à 5 ans, 6 à 11 ans, 12 à 17 ans, 18 à 59 ans et 60 ans et plus.

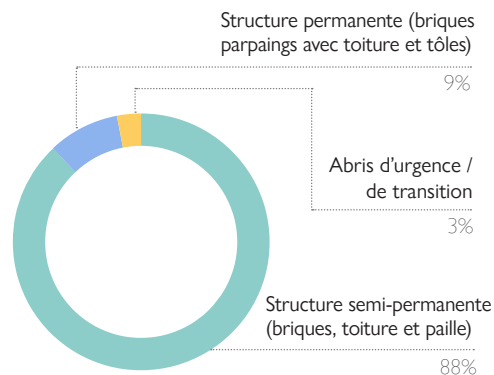
⁵ Les cartes de ce rapport ne sont fournies qu'à titre d'illustration. Les représentations ainsi que l'utilisation des frontières et des noms géographiques sur ces cartes peuvent comporter des erreurs et n'impliquent ni jugement sur le statut légal d'un territoire, ni reconnaissance ou acceptation officielle de ces frontières de la part de l'OIM.

APERÇU DES RETOURS

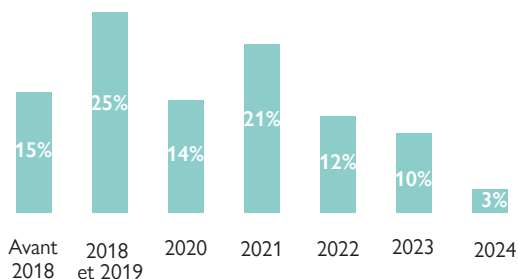
Répartition des ménages retournés (internes et de l'étranger), par type d'hébergement :



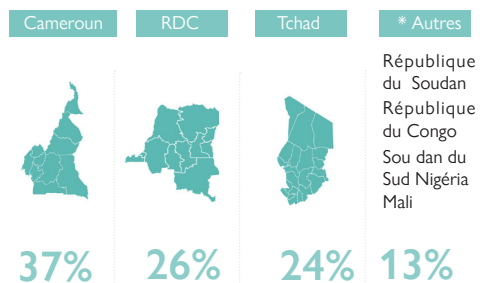
Constitution des abris de la majorité des retournés, par proportion de localités :



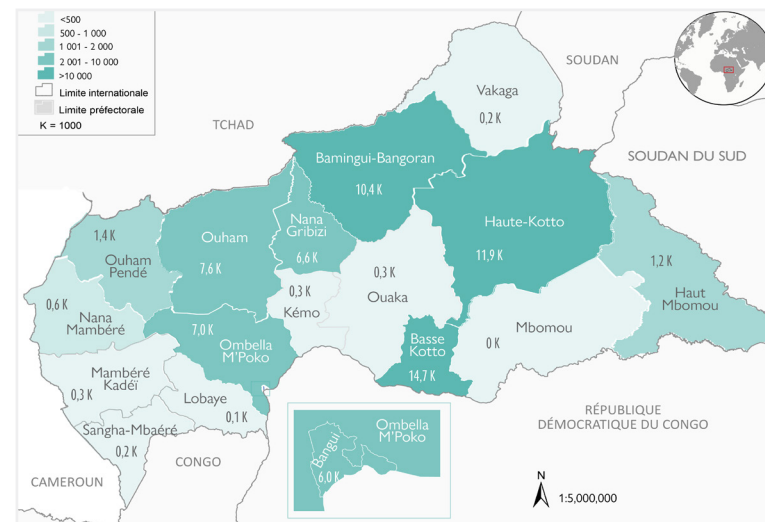
Répartition des individus retournés internes par période de retour :



Répartition de la majorité des retournés de l'étranger selon le pays de provenance, par proportion de localités :



Nombre de retournés internes ayant effectué le retour entre janvier et avril 2024 ⁶



La DTM a répertorié au niveau national 2 256 970 retournés internes dont 69 048 ayant effectué le retour en janvier et avril. En outre, 531 919 personnes sont retournées de l'étranger dont 11 059 en 2024 (entre les mois de janvier et avril 2024). Les nouveaux retours depuis le round DTM précédent (round 20, décembre 2023) sont estimés à 69 048 retours internes et 11 059 retours de l'étranger effectués au cours du premier trimestre (entre janvier et avril 2024). Les nouveaux retours internes ont été plus importants dans les préfectures de Basse-Kotto (14 748), Bamingui-Bangora (10 424), Ouham (7 602) et Ouham (7 602). Les nouveaux retours de l'étranger depuis le round DTM précédent ont aussi été prépondérants dans l'Ouham (2 733), dans la préfecture Basse-Kotto (1 835) puis en Haute-Kotto (1 819). Les retours internes ont globalement augmenté de 3 pour cent par rapport au round DTM précédent (décembre 2023). Cette hausse est liée à l'occurrence des déplacements pendulaires de courte durée corrélée à la relative amélioration de la situation sécuritaire après le retrait des éléments armés. En outre, les retours de l'étranger ont augmenté de 1 pour cent par rapport au round DTM précédent et ce pourcentage atteint 25 pour cent dans Bamingui-Bangoran et 17 pour cent dans la Vakaga et plus de 100 pour cent dans la Haute-Kotto. La hausse importante des ménages retournés dans la préfecture de la Haute-Kotto s'explique par les retours massifs de ceux déplacés pendant le conflit armé de 2016 en RCA, qui sont en train de retourner dans les retournés dans les localités d'origines en raison de la détérioration sécuritaire accrue au Soudan depuis mi-avril 2023 et qui sévit jusqu'à ce jour. D'abord considérés comme demandeurs d'asile, ces ménages actuellement présents dans leurs localités d'origine (Gobolo 2, Issa-Ndele, Boungou-Bac, Ali-Omandja) depuis deux mois ont été finalement évalués par la DTM comme retournés de l'étranger en coordination avec la communauté humanitaire dans ces zones. En outre, la hausse dans la préfecture de Vakaga, à 65 km de la frontière d'Am-Dafock, abrite environ 10 000 réfugiés soudanais dispersés dans des zones difficiles d'accès et nécessitant assistance et protection. De plus, plus de 6 500 Centrafricains réfugiés au Darfour ont été contraints de retourner en RCA dans des conditions difficiles. Concernant de même, une baisse de 22 pour cent des PDI a été observée dans la préfecture du Haut-Mbomou. Cette diminution s'explique par les violences et les attaques récurrentes des groupes armés, obligeant la population à fuir leurs localités d'origine, notamment Gbolo, Kologbota, Lengo, Ndenguilo, et Pombolo. A l'échelle nationale, les retours de l'étranger proviennent majoritairement du Cameroun (37%), de la République Démocratique du Congo (RDC) (26%), du Tchad (24%), du Soudan (6%), de la République du Congo (6%) et du Soudan du Sud (1%).

⁶ Les cartes de ce rapport ne sont fournies qu'à titre d'illustration. Les représentations ainsi que l'utilisation des frontières et des noms géographiques sur ces cartes peuvent comporter des erreurs et n'impliquent ni jugement sur le statut légal d'un territoire, ni reconnaissance ou acceptation officielle de ces frontières de la part de l'OIM.

⁷ UNHCR. Sudan Situation - UNHCR External update Mai 2024.